



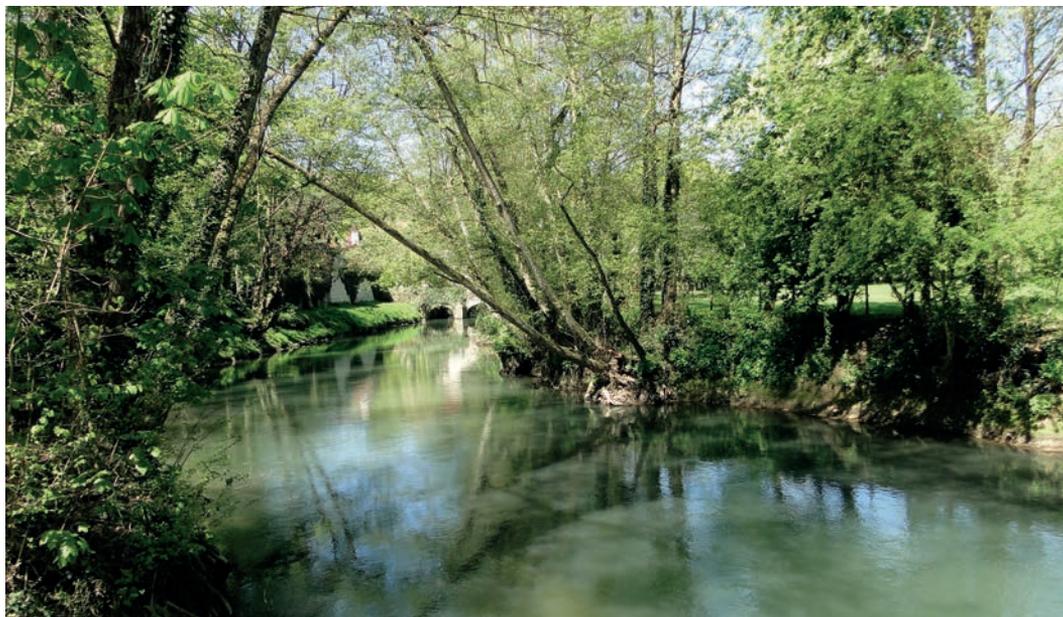
Des guerres pour l'eau ?

L'eau douce nous est absolument nécessaire ; elle l'est à l'homme comme à la plupart des vivants. Les statisticiens évaluent nos besoins domestiques minima à 20 litres par jour et par personne, 50 pour une vie plus confortable. Si beaucoup en rêvent, d'autres dépassent largement cette quantité ; elle est de 149 L par jour en France ! La consommation tend partout à augmenter tandis que la ressource diminue. Des tensions apparaissent, surtout pour les autres usages (irrigation, tourisme, industrie) et déjà au plan international pour la gestion des grands fleuves.

Ceux-ci traversent en effet différents états. Cette solidarité de fait - un barrage en amont modifie les apports d'eau reçus en aval - se traduit en coopération ou en partenariat, par exemple pour le Colorado, ou le fleuve Sénégal ou en rivalité plus ou moins avouée, les états les plus puissants imposant une sorte de vassalité aux autres. Pas de guerres, mais des menaces voilées, des luttes d'influence, des contentieux sans fin. Les travaux de la Chine sur le Brahmapoutre inquiètent l'Inde. Mais ces deux pays ne se soucient guère du Bangladesh où, le volume du grand fleuve ayant baissé, les terres du delta se salinisent et la population doit émigrer. La Turquie s'impose ainsi pour le Tigre et l'Euphrate, l'Ethiopie pour le Nil, etc. Autant d'équilibres précaires ! La menace d'un affrontement demeure en bien des endroits du monde, mais le seul acte militaire récent contre un barrage est, en juin dernier, la destruction de celui de Kherson en Ukraine : l'eau y a servi d'arme, mais n'est pas toutefois l'enjeu du conflit. Il est possible aussi que la maîtrise de l'eau reste un objectif caché, par exemple pour la guerre des six jours en 1967.

La situation de domination peut se retrouver à l'intérieur d'un même état, là par exemple où un projet de barrage prévoit de noyer les terres de populations locales tenues pour marginales ou déconsidérées, comme le sont par exemple les peuples autochtones. Le développement hydroélectrique envisagé par les entreprises, les gouvernements et de grandes banques, noie les terres où vivent ces personnes et viole délibérément leurs droits humains fondamentaux ainsi que les exigences environnementales. **Naissent alors des mouvements d'opposition et des conflits violents,** jusqu'à l'assassinat de militants. Berta Cáceres¹ est la plus connue. Mais, d'après le Monde diplomatique d'octobre 2016, plus de cent militants ont été tués comme elle au Honduras dans les années 2010-2016. De telles situations ne sont pas rares en Amérique centrale, au Brésil ou encore au Myanmar, en Malaisie. Ce mépris des populations marginales se retrouve également en France, à Mayotte. Les coupures d'eau y sont fréquentes et régulières ; un tour a dû être établi et même des bouteilles sont distribuées en urgence. Les gens ne se révoltent pas... Les responsables de cette catastrophe seront-ils sanctionnés ?

Quand la métropole elle-même connaît la sécheresse, apparaissent des rivalités et des antagonismes entre groupes sociaux utilisateurs d'eau : agriculteurs, professionnels du tourisme, organismes distributeurs d'eau potable, communes. Ils se terminent normalement au tribunal. Ainsi, en Haute-Savoie, la justice a suspendu le projet porté par la commune de La Clusaz d'une retenue collinaire destinée à l'enneigement de la station. Plus



profond est le conflit autour des **bassines** ; et l'affrontement, entre les manifestants et la police le 25 mars dernier à Sainte Soline, a, par sa dureté, marqué une date. Les exploitants agricoles qui portent le projet y voient un palliatif à la sécheresse qui menace la culture du maïs et une assurance pour la pérennité de l'agriculture française sur le marché de l'alimentation du bétail. Leurs opposants y dénoncent une fuite en avant, la dernière invention d'un modèle agricole destructeur ; car il demande une croissance permanente des rendements et oublie les limites, il passe en force au lieu de se faire de la nature un allié. **Ce sont moins des usagers qui s'opposent que des porteurs de deux modèles, de deux façons de concevoir notre avenir** et faire face aux nouvelles conditions climatiques. C'est proprement un conflit politique.

La dernière journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre dernier, a eu pour thème **L'eau, c'est la vie. L'eau**

nourrit. Lors d'un séminaire tenu alors à l'Université pontificale de la Sainte Croix à Rome, une journaliste a affirmé que l'or bleu serait à l'origine de 506 conflits dans le monde. Je ne sais comment elle est arrivée à ce chiffre, mais il nous rappelle en creux que **l'eau est un don, qu'elle ne saurait devenir une marchandise, un objet de spéculation ou une arme, qu'un accès à l'eau potable et sûr est un droit humain primordial, fondamental et universel, parce qu'il détermine la survie des personnes, et par conséquent il est une condition pour l'exercice des autres droits humains**². En consommer pousse à la rivalité car ce que je consomme ne le sera pas par un autre. Mais cet acte nous invite aussi à la solidarité et à la recherche du bien commun. Comme la vie, **le sens le plus profond de l'eau est relationnel**³.

Frère François MARCHAL
Prieuré de Donnemarie-Dontilly
(Seine-et Marne)

1 - Militante hondurienne, fondatrice du Conseil citoyen des organisations des peuples amérindiens du Honduras, assassinée le 3 mars 2016.

2 - *Laudato Si* n°30

3 - Exposé du professeur Giulio Maspero au séminaire de l'université pontificale de la Sainte Croix.